

La mort de Yasser Arafat n'a pas éteint la controverse

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

La mort de Yasser

Arafat, comme sa vie, donne lieu aux commentaires les plus contradictoires et les moins nuancés. Ce décès est l'occasion pour ses adversaires de sembler lui rendre hommage tout en accréditant la thèse de sa seule responsabilité dans l'échec du processus de paix et de lui reprocher à nouveau d'avoir rejeté « l'offre généreuse » d'Ehud Barak et Bill Clinton à Camp David, une théorie démentie par les faits.

page 7

PORTER GOSS IMPOSE LA LIGNE NÉO-CONSERVATRICE Purge politique à la CIA



Le conflit opposant la CIA et le président des États-Unis a commencé à dégénérer, il y a un an, avec la plainte déposée par le directeur de l'Agence contre la Maison-Blanche pour révélation illégale de l'identité d'un agent. George W. Bush a réussi à nommer un de ses hommes à la tête de la CIA, Porter J. Goss, et a attendu l'annonce de sa victoire électorale pour donner le signal de la reprise en main. En une dizaine de jours, M. Goss a licencié plus de 90 cadres réfractaires à la ligne néo-conservatrice. Il a particulièrement repris en main la direction des opérations qu'il entend développer.

page 2

REPÈRE : 9 NOVEMBRE 1989

À minuit, le mur de Berlin s'effondre....

En août 1989, le nouveau gouvernement hongrois a entrepris de démanteler le mur de fer le long de la frontière avec l'Autriche. Des milliers d'Allemands de l'Est prétextent alors partir en vacances dans ce pays « ami » pour en fait passer à l'Ouest. Face à l'exode (des milliers de gens grimpent par-dessus les murs des ambassades) et aux manifestations de masse dans les grandes villes réclamant plus démocratie, le gouvernement de la RDA annonce le matin du 9 novembre 1989 que dorénavant les citoyens de la RDA pourront voyager librement à l'étranger. Dans la nuit, ordre est donné aux gardes-frontières d'ouvrir les postes frontière. À Berlin des milliers de personnes se précipitent pour une ballade nocturne à l'Ouest, tandis que d'autres s'assoient sur le mur ou entreprennent de le démolir. Certains prennent d'assaut les locaux de la STASI, la police secrète. La RDA, qui venait de fêter ses 40 ans, s'écroulera peu après. ■

Bomb Threat off Distances	THREAT	THREAT DESCRIPTION	EXPLOSIVE CAPACITY (lbs EQUIVALENT)	BUILDING EVACUATION DISTANCE ¹	OUTDOOR EVACUATION DISTANCE ²
		PIPE BOMB	5 LBS/ 2.3 KG	70 FT/ 21 M	850 FT/ 259 M
	BRIEFCASE/SUITCASE BOMB	55 LBS/ 25 KG	150 FT/ 46 M	1,550 FT/ 474 M	
	COMPACT SEDAN	500 LBS/ 227 KG	320 FT/ 98 M	1,550 FT/ 474 M	
	SEDAN	1,000 LBS/ 454 KG	400 FT/ 122 M	1,750 FT/ 534 M	

FAUTE DE COLLABORATEURS EN IRAK, LES ÉTATS-UNIS SACRIFIERONT LEURS FILS

Face à l'impossibilité de mettre sur pied une armée irakienne subalterne pour effectuer le sale boulot de répression, le commandement états-unien s'est pour la première fois résolu à mettre à la disposition des simples GIs un manuel d'opérations de contre-insurrection. En effet, traditionnellement et surtout pendant la guerre du Viet-Nam, ce rôle n'était dévolu qu'aux seules forces spéciales. C'est précisément au Viet-Nam que, faute d'avoir compris dès le début du conflit que la force de la résistance était son infrastructure clandestine, l'U.S. Army s'était aliénée la population en conduisant de sanglantes opérations de ratissage à l'aveuglette. Aujourd'hui, en Irak, cette infrastructure politique dirigée par le parti Ba'as et qui, contrairement à la propagande, a intégré la plupart des groupes de résistance religieux sous son commandement, est efficace au point d'avoir infiltré et totalement désorganisé l'embryon de force contre-insurrectionnelle irakienne. En diffusant ce manuel à l'usage des GIs, le Pentagone admet donc d'une part qu'ils seront amenés à jouer ce rôle plus fréquemment, et d'autre part qu'ils devront payer de leur vie le prix des bombardements massifs sur la population en s'exposant au ressentiment de celle-ci. ■

Porter Goss impose la ligne néo-conservatrice

Purge politique à la CIA

Le conflit opposant la CIA et le président des États-Unis a commencé à dégénérer, il y a un an, avec la plainte déposée par le directeur de l'Agence contre la Maison-Blanche pour révélation illégale de l'identité d'un agent. George W. Bush a réussi à nommer un de ses hommes à la tête de la CIA, Porter J. Goss, et a attendu l'annonce de sa victoire électorale pour donner le signal de la reprise en main. En une dizaine de jours, M. Goss a licencié plus de 90 cadres réfractaires à la ligne néo-conservatrice. Il a particulièrement repris en main la direction des opérations qu'il entend développer.



Porter Goss et George W. Bush

À peine le résultat de l'élection présidentielle états-unienne proclamé, le président « élu » George W. Bush donna les deux ordres qu'il refrénait jusque-là : exterminer la résistance populaire à Falloudja et purger la CIA. Dans un éditorial acerbe, le *Wall Street Journal* commentait : le président Bush combat deux insurrections, l'une en Irak, l'autre à la CIA. Pendant que les hordes de la Coalition progressaient maison par maison dans la ville martyre, Porter Goss, le nouveau directeur de l'Agence centrale de renseignement, convoquait dans son bureau ses principaux subordonnés. Ceux qui acceptaient de se ranger derrière la bannière néo-conservatrice étaient confirmés dans leurs fonctions, les autres étaient révoqués. En quelques jours, plus de 90 hauts responsables de la CIA ont été démis ou ont démissionné d'eux-mêmes. C'est la plus importante reprise en main politique de l'Agence depuis la crise de 1961.

À l'époque, le directeur de la CIA, Allen W. Dulles, avait obtenu l'aval du

président John F. Kennedy pour lancer le débarquement de la Baie des cochons en lui présentant de fausses informations. Ce qui devait être une glorieuse libération de Cuba par des exilés n'était en fait qu'une équipée de mercenaires qui tourna au fiasco. Kennedy contraindit Dulles à la démission et chargea son successeur John A. McCone de faire le ménage. De nombreux cadres furent révoqués, notamment le directeur des opérations et chef du réseau stay-behind [1], Richard M. Bissell. L'état-major interarmes, qui avait largement trempé dans la manipulation ratée, profita de la crise dans le Sud-Est asiatique pour échapper à la décapitation. Kennedy empêcha le général Lyman L. Lemnitzer de lancer une offensive au Laos, mais le laissa augmenter l'implication états-unienne au Vietnam. Par la suite, les officiers félons de la CIA et les généraux d'extrême droite réunis autour de Lemnitzer ourdirent un complot contre le président Kennedy sans que l'on sache avec certitude à ce jour s'ils mirent leur projet à exécution ou si d'autres le firent avant eux.

Ce qui se passe aujourd'hui est de nature inverse. La Maison-Blanche ne reproche pas à la CIA de l'avoir manipulée, mais au contraire de ne pas avoir participé à ses manipulations justifiant l'invasion de l'Irak. Toutefois, les conséquences sont les mêmes : les exclus ne manqueront pas de se regrouper pour agir contre le président. Mais cette fois, M. Bush qui est moins scrupuleux que M. Kennedy, pourrait prendre des initiatives pour les neutraliser.

Le début des hostilités entre la CIA et la Maison-Blanche

L'affaire a commencé il y a un an. Le 6 juillet 2003, le *New York Times* publiait une tribune de l'ambassadeur Joseph Wilson confirmant une information parue dans le *Los Angeles Times*. Il avait été chargé par le département d'État d'enquêter au Niger sur un éventuel transfert d'uranium vers l'Irak et n'avait rien trouvé. Son rapport avait été transmis à la Maison-Blanche qui l'avait ignoré au point que le président Bush en personne avait évoqué à tort dans une allocution télévisée l'achat d'uranium nigérian par Saddam Hussein. Le coup était rude pour les néo-conservateurs qui avaient, entre autres, utilisé cet argument pour envahir l'Irak.

Le 14 juillet, l'éditorialiste néo-conservateur du *Chicago Sun* et de CNN, Robert Novak, accusait l'ambassadeur Wilson de manœuvre politicienne et révélait que, selon une source à la Maison-Blanche, son épouse, Valerie Plame, était une agente de la CIA.

Il s'en suivit immédiatement un incroyable imbroglio. Le directeur de la CIA, George Tenet, réactivant une loi qui n'avait jamais été utilisée, sinon une fois pour réduire au silence l'ex-espion Philip Agee, porta plainte contre X pour divulgation d'identité d'un agent en service. L'attorney general John Ashcroft fut écarté de la procédure et un procureur spécial, venu de Chicago, Patrick Fitzgerald fut nommé pour instruire l'affaire à Washington. Le journaliste Robert Novak refusa de révéler sa source à la Maison-Blanche bien que toute la presse ait évoqué le conseiller politique du président Bush, Karl Rove. L'affaire devait connaître un nouveau rebondissement avec l'inculpation de la journaliste vedette du *New York Times* Judith Miller, accusée d'avoir participé à titre personnel à ce déballage, bien qu'elle n'ait rien publié à ce sujet. Mme Miller a

elle-même joué un rôle considérable dans la diffusion des intoxications des néo-conservateurs à propos des imaginaires armes de destruction massive irakiennes [2].

Tout au long de l'année, la tension entre la CIA et la Maison-Blanche n'a cessé d'augmenter. Les responsables de l'Agence, auditionnés par des commissions parlementaires, ne se sont pas gênés pour dénoncer la falsification de leurs rapports par le clan Cheney. Ils ont stigmatisé un usage politicien du renseignement. Ils ont tenté de porter le coup de grâce avec le rapport de leur Groupe d'inspection en Irak montrant que Saddam Hussein n'avait plus d'armes de destruction massive depuis 1991.



James Pavitt

Cependant, on ne peut comprendre ce conflit qu'en observant l'enjeu de la mise en lumière des activités secrètes de Valerie Plame. Ce « outing » a, par voie de conséquence, grillé la couverture de Mme Plame : la société de conseil Brewster, Jennings & Associates qui l'employait. Ce cabinet conseillait la compagnie pétrolière saoudienne Aramco. C'est en grande partie par lui que la CIA surveillait les intérêts états-uniens en Arabie saoudite. Ce qui signifie que depuis un an,

l'Agence ne sait avec précision plus ce qui se passe dans la famille royale. Mme Plame était placée sous l'autorité directe du directeur des opérations de la CIA, James L. Pavitt.

Contrairement à une idée répandue, les Bush qui sont partenaires en affaires avec les Séoud, ne sont pas leurs obligés. Ils ont leurs informateurs dans la famille royale et jouent certains princes contre d'autres. Ils disposent sur place de leur service privé de renseignement, Kellog Brown & Root (KBR) [3]. En outre, rappelons que M. Bush père fut lui-même directeur de la CIA avant d'être président des États-Unis. En aveuglant l'Agence en Arabie saoudite, la Maison-Blanche se mettait en position de prendre toute initiative de son choix à l'insu de sa propre administration.

Depuis un an, l'Agence a multiplié les opérations de sabotage de la politique anti-terroriste de George W. Bush et de mise en cause de ses liens personnels avec les Séoud. Un moment fort de cette campagne aura été, à la date anniversaire de l'affaire Wilson-Plame, la publication d'*Imperial Hubris*, un ouvrage critique anonyme, mais dont l'auteur fut exhibé en contre-jour sur de nombreux plateaux de télévision et donc rapidement identifié [4]. Il s'agit de Mike Scheuer, ni plus ni moins que directeur de la cellule de la CIA chargée de la surveillance d'Oussama Ben Laden depuis une décennie. Son message à ses compatriotes pouvait être ainsi résumé : le monde musulman ne jalouse pas notre mode de vie, il nous hait à cause de notre politique israélocentrique au Proche-Orient ; la guerre au terrorisme est une erreur stratégique ; il faut mettre le paquet contre les Saoudiens.

La purge

Après avoir contraint le directeur George Tenet à la démission, le président Bush a nommé le représentant républicain de Floride Porter Goss pour le remplacer [5]. Les véritables intentions de M. Goss ne ressemblent aucunement à ce qu'il avait écrit dans le rapport de la Commission permanente de la Chambre des représentants sur les manquements des services de renseignements avant et après le 11 septembre.

Selon nos informations, il est arrivé avec une mission précise :

- ▶ Réorganiser l'Agence sur un critère de loyauté politique au clan Bush-Cheney et verrouiller toute expression publique particulièrement sur les informations relatives au 11 septembre.
- ▶ Développer la direction des opérations sur quatre cibles :
 - 1) Contrôler des ressources énergétiques du Golfe et remodeler le Proche-Orient
 - 2) Neutraliser l'Union européenne en disloquant le couple franco-allemand
 - 3) Reconstituer un cordon sanitaire autour de la Russie et la déstabiliser
 - 4) Préparer l'affrontement avec la Chine.

Porter Goss a initialement choisi comme directeur exécutif Michael V. Kostiw, ex-vice-président de Chevron-Texaco [6], mais il dû renoncer après la révélation de ses erreurs de jeunesse. M. Kostiw a néanmoins été nommé conseiller spécial.

M. Goss s'est surtout entouré de ses anciens collaborateurs parlementaires, connus pour leur caractère partisan, notamment Patrick Murray (chef de cabinet) et Jay Jakub (assistant spécial pour les opérations et les analyses).

M. Goss a commencé par virer personnellement Mike Scheuer, le loquace auteur d'*Imperial Hubris* [7], avant de remonter et de dynamiter toute la chaîne de commandement. Dans la débandade, l'ancien adjoint de George Tenet, John E. McLaughin, qui avait assuré la transition de la direction générale cet été, a donné sa démission, suivi de ses collaborateurs dont le porte-parole de l'Agence [8]

Le nœud du conflit s'est alors cristallisé autour de la direction des opérations. Cette branche de l'agence ne s'occupe pas du renseignement, mais des coups tordus. Elle a absorbé les réseaux stay-behind qui avaient été créés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans les États alliés pour s'assurer de la loyauté de leur personnel politique. M. Goss est lui-même un ancien responsable de cette direction et a participé dans l'ombre des Bush à la réactivation des anciens réseaux de la Guerre froide.

Selon le *Washington Post* [9], les quatre derniers directeurs des opérations (Thomas Twetten, Jack Dowing, Richard F. Stoltz et bien sûr James L. Pawitt) se sont succédés dans le bureau de Porter Goss pour le dissuader de politiser cette branche. Rien n'y a fait. En définitive, le directeur actuel des opérations, Stephen R. Kappes, et son adjoint, Michael Sulick, ont été informés qu'ils disposaient de la journée pour ranger leurs affaires, rendre leurs badges et quitter définitivement la maison.

Les nominations sont aussi rapides que les départs, preuve que la purge est préparée de longue date. Cependant, la nomination du prochain directeur des

opérations prend l'allure d'un symbole. Le candidat le mieux placé serait Richard P. Lawless Jr., un ancien assistant spécial de William J. Casey, devenu partenaire en affaires à Taiwan du gouverneur de Floride Jeb Bush, et aujourd'hui membre du cabinet de Donald Rumsfeld.

Le jeu de massacre n'est pas fini et entre espions, tous les coups sont permis.



Richard Lawless (à gauche) lors d'un récent voyage en Corée du Sud

[1] « [Stay-behind : les réseaux d'ingérence américains](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 20 août 2001.

[2] « [Judith Miller, journaliste d'intoxication massive](#) » par Paul Labarique, *Voltaire*, 5 mars 2004.

[3] KBR est une filiale de Halliburton, la compagnie du vice-président Cheney. Voir « [Halliburton, ou le pillage de l'État](#) » par Arthur Lepic, *Voltaire*, 16 septembre 2004.

[4] « [Quand la CIA communique anonymement](#) », *Voltaire*, 1er juillet 2004

[5] « [Porter Goss veut en découdre avec la France](#) », *Voltaire*, 28 septembre 2004.

[6] « [Les remaniements de la CIA en disent long sur ses cibles](#) » et « [Porter J. Goss préfère l'action au renseignement](#) », *Voltaire*, 11 et 22 octobre 2004.

[7] « [Former Chief of CIA's Bin Laden Unit Leaves](#) » par Dana Priest, *The Washington Post*, 12 novembre 2004, p. A4. Voir aussi « [CIA whistleblower sees long war](#) », *BBC News*, 15 novembre 2004.

[8] « [Deputy Chief Resigns From CIA](#) » par Dana Priest et Walter Pincus, *The Washington Post*, 13 novembre 2004, pp. A1 et A8.

[9] « [Goss reportedly Rebuffed Senior Official at CIA](#) » par Walter Pincus et Dana Priest, *The Washington Post*, 14 novembre 2004, p. A6.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

La mort de Yasser Arafat n'a pas éteint la controverse

Analyse

La mort de Yasser Arafat, comme sa vie, donne lieu aux commentaires les plus contradictoires et les moins nuancés. Cette rubrique tente de comprendre des points de vue opposés et d'analyser des argumentaires, parfois pertinents, parfois fallacieux. Nous consacrerons ultérieurement un article de fond à l'œuvre du président Arafat et nos lecteurs lisant l'Arabe peuvent d'ores et déjà consulter sur notre site [ShabakatVoltaire](#) le numéro spécial de la revue *Intelligencia* qui lui est dédié.

Le roi Abdallah II de Jordanie s'exprime avec précaution dans le *New York Times*. Dans la continuité de sa présence au Caire aux obsèques officielles de Yasser Arafat, il rend hommage au défunt. Simultanément, dans la ligne de son engagement au Forum de Davos, il appelle à une pacification de la région qui permette d'y développer une zone de commerce. Cependant, ces paroles éludent les problèmes. La dynastie Hachémite s'est brutalement opposée à ce que la Jordanie devienne la patrie de mouvements révolutionnaires palestiniens, mais elle n'a pas pour autant pu aider le peuple palestinien à créer son État. En définitive, préoccupée prioritairement par la stabilité de son trône, elle s'est vite trouvée politiquement paralysée.

Du côté israélien, les partisans d'Ariel Sharon évitent de cracher sur la tombe de leur ennemi, hormis le conseiller juridique du gouvernement Sharon, Alan Dershowitz, qui dresse un réquisitoire outrancier dans le *Jerusalem Post*. À ses yeux, le bilan du prévenu Yasser Arafat est entièrement négatif. C'était un

voleur et un terroriste dont le but final était d'anéantir l'État juif. Il a inspiré Ben Laden et ne doit sa popularité qu'au soutien qu'il a reçu des petits-enfants d'Hitler. Cet homme était coupable et n'aurait jamais dû être reçu par le Vatican et l'ONU.

Le leader travailliste Shimon Peres prononce quant à lui une sinistre oraison funèbre dans *The Times*, *The Independent* et l'*International Herald Tribune*. Il reporte unilatéralement sur le défunt la responsabilité de l'impasse actuelle. Dans une version plus longue de la même tribune, exclusivement publiée par le *Jerusalem Post*, il conclut que le moment est venu de relancer la « feuille de route », sans préciser s'il fait référence au document du Quartet ou à la version amendée par Ariel Sharon.

L'amiral Ami Ayalon, ancien directeur du Shin Beth, s'inquiète dans *Ha'aretz* du vide qui suit la mort d'Arafat. L'homme incarnait l'unité et un projet collectif, sa disparition laisse entrevoir le chaos, la répression, et le triomphe possible des éléments les plus radicaux. Il met donc en garde les responsables politiques de son pays contre la tentation de laisser faire, sinon d'encourager le bain de sang. Ephraïm Sneh, député à Knesset, observe dans le *Jerusalem Post* que la mort d'Arafat place tous les acteurs, palestiniens, israéliens et états-uniens, en face de leurs responsabilités. Chacun est en devoir de prouver sa bonne volonté. Ce peut être une vraie chance pour la paix.

Côté occidental, les Européens se montrent très admiratifs du vieux résistant. Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, salue dans *Le Figaro* et *The Independent* le père de la cause palestinienne. Son hommage est sans équivoque. Pour lui, comme pour l'opinion publique espagnole, le président Arafat était le leader légitime du peuple palestinien. Il était en cela une haute figure de la démocratie. Fort de cette légitimité, il était le meilleur interlocuteur possible pour négocier la paix, et il avait montré sa volonté d'y parvenir des Accords d'Oslo à la Conférence de Madrid.

Ambigu, le très atlantiste ancien secrétaire au Foreign Office Douglas Hurd accuse Yasser Arafat, dans *The Independent*, de n'avoir su ni vaincre Israël, ni faire la paix, bref de ne pas laisser de souvenir impérissable. Il s'inquiète surtout d'une succession pire encore avec une prise de pouvoir à Gaza par le Hamas et envisage une force d'interposition soutenue par les États-Unis.

Carrément manipulateur, l'ancien président Jimmy Carter réécrit l'Histoire dans le *New York Times* et *El Mundo*. Selon lui, Arafat n'aurait pas souhaité poursuivre le processus de paix après l'assassinat de M. Rabin et aurait donc repoussé les offres généreuses de M. Barak. Il aurait été par la suite exclu de toute discussion par M. Bush. En conséquence, le processus de paix se serait poursuivi en coulisse à travers l'Initiative de Genève.

C'est évidemment une présentation tendancieuse des faits. D'abord parce que ce n'est pas M. Arafat qui a fait assassiner M. Rabin, mais au contraire un courant politique israélien qui, jusqu'à l'année dernière, soutenait M. Sharon. Ensuite parce que, comme l'ont montré de nombreux auteurs, l'offre de M. Barak limitait la souveraineté palestinienne et était donc inacceptable pour les Palestiniens. Enfin parce que ces mensonges visent à peser sur les élections à venir pour porter à la présidence palestinienne des personnes choisies par Washington et déjà testées lors de l'Initiative de Genève.

Côté palestinien, l'ambassadeur Afif Safieh rappelle dans le *Guardian* que, contrairement à ce que disent ses adversaires, Arafat était un pragmatique. Il

avait renoncé à la victoire militaire à l'issue de la guerre du Kippour et ne demandait depuis qu'à négocier.

Enfin, l'ambassadeur Ali Kazak rappelle dans le *Khaleej Times* que Yasser Arafat a toujours défendu la liberté d'expression de ses opposants et qu'il a été élu démocratiquement. Il est donc mensonger de le présenter comme un dictateur. De même, c'est lui qui a proposé la solution à deux États, ouvrant ainsi la voie aux Accords d'Oslo. Il est donc également mensonger de le présenter comme un adversaire de la paix.

Réseau Voltaire

Abdallah II de Jordanie



Abdallah II de Jordanie est roi de Jordanie.

« La route pour ici »

Source : New York Times

Référence : « The Road From Here », par Abdallah de Jordanie, *New York Times*, 12 novembre 2004.

De temps à autre, l'Histoire offre des moments de grands potentiels, nous vivons un de ces moments avec le triste décès de Yasser Arafat. Les Palestiniens viennent de perdre un dirigeant, mais ils gardent l'espoir de l'indépendance et ils ont une opportunité d'honorer l'héritage d'Arafat.

Aujourd'hui, le conflit israélo-arabe reste le défi mondial central dont des millions de personnes sont les victimes collatérales. En 2002, les pays arabes ont franchi une étape en s'engageant en direction de la solution des deux États, comme l'avait déjà fait la Jordanie sous le régime de mon père. Pour parvenir à la paix, Israël doit être pleinement intégré à la région du Maroc au Yémen et pour cela il faut créer un État palestinien. En 2003, les différentes parties en présence ont accepté la « feuille de route », mais ce processus a été pris au piège dans un cycle de violence. Aujourd'hui, les événements offrent de nouvelles opportunités car une nouvelle direction palestinienne peut mettre en place une nouvelle gouvernance et Israël peut revenir à la feuille de route en s'appuyant sur son retrait de Gaza. Les deux camps peuvent faire les compromis requis. Tout aussi important, la fin des élections états-uniennes offre une chance de se recentrer sur les questions essentielles : la construction d'un Irak démocratique et la pacification du cœur spirituel de la région. La guerre au terrorisme ne pourra pas être gagnée si nous n'agissons pas ensemble, États-Unis et musulmans.

Alan M. Dershowitz



Alan M. Dershowitz est professeur de droit à Harvard. Il est l'auteur de *America on Trial*. Opposant à la Convention de Genève, partisan de l'usage de la torture dans la guerre au terrorisme et défenseur des assassinats de militants palestiniens par Israël, c'est lui qui, avec Daniel Bethléem, a recommandé au ministère de la justice israélien de ne pas se défendre au procès de La Haye sur la légalité du Mur d'annexion.

« L'inspiration de Ben Laden »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Bin Laden's inspiration, par Alan Dershowitz, *Jerusalem Post*, 14 novembre 2004.

Yasser Arafat a été le parrain du terrorisme international et il a gâché les espoirs de son peuple en faveur de la création d'un État. Il a volé des milliards de dollars destinés à la diminution de leur souffrance et il a endoctriné les enfants palestiniens avec tant de haine qu'il en a fait des bombes humaines volontaires. Il a desservi la cause palestinienne, développé le terrorisme à un niveau jamais vu auparavant, il s'est allié avec les pays arabes riches en pétrole pour promouvoir sa cause en utilisant le chantage pétrolier et il a exploité l'antisémitisme international. Il est personnellement responsable du meurtre de milliers d'Israéliens innocents, de centaines d'Américains innocents et d'innombrables autres. Il a fait attaquer des écoles israéliennes et a fait tuer des centaines de Palestiniens qui n'étaient pas d'accord avec lui ou qui avaient collaboré avec Israël.

Arafat était l'inspirateur de Ben Laden car il a montré que le terrorisme pouvait fonctionner. Arafat n'était pas de ces dirigeants qui, comme Mandela, peuvent passer du statut de terroriste à celui de pacificateur. Selon Bill Clinton et Dennis Ross, il est responsable de l'échec des pourparlers de Camp David et de Taba. L'héritage d'Arafat, ce sont des bains de sang et la guerre. Pourtant, il est pleuré par les Palestiniens et aussi par les Européens. Le monde a commis une terrible erreur en ne le traitant pas comme un terroriste, il aurait fallu l'inculper. Le Prix Nobel de la Paix s'est dégradé en le récompensant, tout comme le Vatican et l'ONU en l'accueillant.

En fait Arafat a eu de la chance d'avoir un ennemi juif et non chrétien, musulman ou communiste car il a pu utiliser l'antisémitisme des petits-enfants des partisans d'Hitler.

Shimon Peres



Prix Nobel de la paix en 1994, Shimon Peres est

« Profiter de la nouvelle ère »

Source : Jerusalem Post

, The Independent
, International Herald Tribune
, The Times

Référence : « Seize the new era », par Shimon Peres, *Jerusalem Post*, 14 novembre 2004.

Avant la publication de ce texte dans le *Jerusalem Post*, l'auteur a rédigé une sorte d'oraison funèbre qui a été assez largement diffusée dans la presse anglo-saxonne. Le

ancien Premier ministre israélien (1995-1996) et ancien ministre des Affaires étrangères. Il est l'actuel chef du parti travailliste et député à la Knesset.

texte du *Jerusalem Post* en reprend les grandes idées dans une forme un peu plus agressive mais y ajoute des propositions pour gérer l'après-Arafat. Il nous a semblé plus important dans ces conditions de traiter ce dernier texte. La tribune originale peut être trouvée sous les références suivantes :

« With the passing of their father, the Palestiniens have a chance to emerge », *The Times*, 12 novembre 2004.

« Palestinians lose a father », *International Herald Tribune*, 12 novembre 2004.

« Palestinians have lost a father ; they must now shed the dreams of youth and grow up », *The Independent*, 14 novembre 2004

Un dirigeant palestinien est mort, c'est la fin d'une ère pour les Palestiniens et une opportunité qui s'ouvre. **Yasser Arafat** a travaillé 40 ans pour son peuple, mais finalement, il n'a pas achevé ce qu'il voulait. Il a été plus efficace pour mettre la cause palestinienne en haut de l'agenda politique que pour obtenir ce qu'il voulait. Pour attirer l'attention sur les Palestiniens, il a utilisé le terrorisme, la mort et il a brisé des familles. Ainsi, il a donné une visibilité à la cause palestinienne, mais il a bloqué la résolution du conflit.

Israël a été attaqué cinq fois lors de sa première décennie d'existence par les États arabes. Ils ne sont parvenus à rien, mais ils ont enfin obtenu ce qu'ils voulaient quand ils ont commencé à négocier. À Oslo, Arafat a fait un pas en direction de la négociation, ce qui a permis aux Palestiniens d'obtenir des avancées, mais Arafat n'a pas poursuivi dans cette voie. S'il l'avait fait, les Palestiniens auraient aujourd'hui un État souverain. Malheureusement, Arafat n'a pas rompu avec le terrorisme et il ne s'est pas opposé aux groupes terroristes et aux factions armées. Arafat s'intéressait trop à sa popularité au sein de son peuple, refusant la controverse et tout risque de provoquer la colère de son peuple. Se faisant, il a maintenu les Palestiniens dans un rêve irréalisable dans le monde réel en leur laissant croire au retour des Palestiniens en Israël.

Une nouvelle ère s'ouvre aujourd'hui, nous avons une opportunité de rejeter les erreurs du passé et de relancer la « **feuille de route** ». Israël doit se retirer de tous les territoires sur lesquels il n'exercera pas de souveraineté dans un accord final. Les Palestiniens doivent, pour leur part, combattre le terrorisme. Abu Ala et Abu Mazen sont des dirigeants courageux qui peuvent mener cette politique. Il est temps, avec la mort d'Arafat, de réaliser enfin le rêve sioniste : un État juif démocratique en paix avec ses voisins.

Ami Ayalon



Ami Ayalon est ancien amiral de la marine israélienne et directeur du Shin-Bet. Il copréside avec

« Carpe diem »

Source : Ha'aretz

Référence : « Carpe diem », par Ami Ayalon, *Ha'aretz*, 9 novembre 2004.

N'attendez pas trop de larmes dans les rues de Gaza et de la Cisjordanie à l'annonce de la mort de **Yasser Arafat**. Les Palestiniens se préoccupent davantage de leur avenir que d'une figure de proue invalide. Personne ne regrettera les erreurs diplomatiques d'Arafat et son goût des menaces bien qu'il ait contribué à la constitution d'une identité collective et le chaos pourrait suivre sa disparition. Les Palestiniens le savent et ils le craignent. Israël devrait

Sari Nusseibeh le mouvement Mifkad, une organisation israélienne défendant la solution des deux États.

le craindre également.

On pourrait en effet assister à un éclatement de la société palestinienne qui ferait disparaître du même coup les espoirs de paix. C'est comme cela que s'explique le poids politique frappant de la police dans les territoires palestiniens : l'importance de leur arsenal pour régler les troubles qui ne manqueront au début de l'ère post-Arafat. Le Hamas est prêt à remplir le vide laissé par la mort d'Arafat. Il faut donc soutenir les Palestiniens pragmatiques et restaurer un optimisme diplomatique dans le discours palestinien. Le succès de la People's Voice Initiative montre que dans les deux camps, il y a des partisans du compromis. Il faut mettre ce texte en avant pour renforcer les modérés.

Ariel Sharon doit reconnaître clairement le droit à un État pour les Palestiniens sans quoi ces derniers croiront que le Premier ministre préfère les tanks aux négociations. Il faut donc que le plan de désengagement soit la première étape d'un nouveau processus. On ne gagnera rien à laisser se former un bain de sang chez les Palestiniens.

Ephraim Sneh



Ancien ministre de la Santé (1993-1996), Ephraim Sneh est député travailliste. Il préside le sous-comité de la Knesset sur la politique et la programmation de Défense.

« Un important triple défi »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Momentous triple challenge », par Ephraim Sneh, *Jerusalem Post*, 9 novembre 2004.

Yasser Arafat n'est plus à Ramallah, il a été remplacé par une équipe de personnalités modérées recherchant des solutions pragmatiques. Cette nouvelle réalité est un défi pour les trois acteurs essentiels dans ce conflit :

- ▶ L'Autorité palestinienne va devoir prouver qu'elle est vraiment différente d'Arafat et qu'elle veut sérieusement négocier avec Israël.
- ▶ Ariel Sharon va devoir prouver qu'il peut négocier avec des Palestiniens s'il ne s'agit pas d'Arafat.
- ▶ George W. Bush va devoir prouver qu'il peut apporter une réponse constructive.

Le vrai test sera l'application du plan de désengagement de Gaza et la façon dont les acteurs profitent de cette occasion. Les Israéliens et les Palestiniens vont devoir nommer des équipes de transition pour préparer le désengagement : une équipe militaire chargée du transfert de la sécurité aux forces palestiniennes et une équipe économique chargée de préparer le nouveau régime économique. Le président Bush va devoir de son côté mener l'effort international pour soutenir cette évolution. Il ne faut pas gâcher l'opportunité offerte par la disparition d'Arafat.

Miguel Angel Moratinos



Ancien envoyé spécial européen pour le processus de paix israélo-palestinien, Miguel Angel Moratinos est le futur ministre socialiste espagnol des affaires étrangères.

« Hommage au père de la cause palestinienne »

Source : The Independent

, Le Figaro

Référence : « Hommage au père de la cause palestinienne », par Miguel Angel Moratinos, *Le Figaro*, 12 novembre 2004.

« Arafat's legacy is negotiation as the path to peace », *The Independent*, 13 novembre 2004.

Le président Yasser Arafat fait partie de l'Histoire, cela ne signifie pas qu'il est un homme du passé car ses efforts inlassables depuis 1949 sont l'espoir du peuple palestinien. Si un État palestinien est aujourd'hui plus que jamais possible, c'est tout simplement grâce à Arafat.

Pour le monde, son visage restera celui des Palestiniens et son image est gravée dans nos esprits et dans notre imaginaire collectif comme celle d'un combattant infatigable dont la seule raison d'être a été le dévouement à sa cause. La ferveur que son peuple lui a témoignée à des moments difficiles et décisifs de son parcours est la meilleure garante de la légitimité de sa cause.

J'ai bien connu Arafat, c'était un homme chaleureux et un ami de l'Espagne, une amitié réciproque récompensé en 1994 par l'attribution du prix Prince-des-Asturies pour la coopération internationale au Président Arafat et au Premier ministre Rabin. Lors de son discours de remerciement, le raïs faisait affectueusement référence à Sa Majesté le roi Juan Carlos en l'appelant « le roi de Jérusalem ». Itzak Rabin et lui, qui ont également reçu le Prix Nobel de la Paix, ont signé à Oslo l'accord qui établissait les fondements de la paix, la paix des braves si souvent évoquée par Arafat. C'est à la Conférence de paix de Madrid, en 1991, que la première avancée importante vers cette paix avait été accomplie, prenant à témoin la communauté internationale. Rabin et Arafat ont fait naître un espoir que beaucoup encore contestent malheureusement. Arafat a été un grand leader pour son peuple, qui l'a élu président par la voie démocratique. La légitimité de son action a donc eu un soutien populaire confirmé par une élection démocratique.

Arafat a survécu à un grand nombre d'épreuves et la dernière était la blessure douloureuse de l'incompréhension et même de l'isolement. Cela ne l'a pas empêché de continuer à lutter pour défendre son peuple, en engageant des négociations et en cherchant de nouvelles voies pour la paix. Tel est, en somme, le legs d'Arafat : négocier pour parvenir à la paix. Il n'a cependant pas connu que des succès : il n'a pas pu ou n'a pas voulu cesser d'être un leader révolutionnaire pour atteindre le niveau et la solidité institutionnelle d'un authentique chef d'État. On pourrait également lui reprocher son manque de fermeté à l'égard de certaines personnes de son entourage.

L'héritage d'Arafat nous impose de regarder vers l'avenir. Arafat avait l'espoir que les exilés qui emportèrent avec eux les clés de leur maison et ceux qui restèrent en terre palestinienne obtiendraient un jour, en récompense de leur sacrifice, le retour au foyer et la liberté. La postérité devra le juger avec

intelligence et honnêteté. Arafat a été un homme d'action, de vision et de courage politique. Qu'il repose en paix et que le peuple palestinien lui rende honneur en se forgeant, à partir de son unité comme nation, un avenir comme État indépendant dans le respect mutuel, le bon voisinage, la coexistence pacifique et la coopération avec Israël.

Douglas Hurd



Douglas Hurd est ancien secrétaire d'état britannique au Foreign Office (1989-1995) et membre de l'Action Centre for Europe.

« Arafat a échoué à la fois à faire la paix et à mener une révolte réussie, et son peuple en a souffert »

Source : The Independent

Référence : « Arafat failed either to make peace or lead a successful revolt - and his people suffered », par Douglas Hurd, *The Independent*, 12 novembre 2004

Bien qu'il n'y ait pas de tanks directement autour de la Moukata la dernière fois que j'ai vu **Yasser Arafat**, ce bâtiment n'était qu'une ruine où Arafat faisait semblant de gouverner et se souvenait continuellement du passé alors qu'il n'était que le prisonnier d'une brutale puissance coloniale. À l'époque de ma visite, je venais tenter de le convaincre de laisser le pouvoir à Abu Mazen. Il me répondit qu'il ferait ce qui serait nécessaire et il repartit sur une anecdote du passé prouvant la pertinence de son jugement. Il utilisait toujours le passé pour protéger son pouvoir en dépit de l'évidence de la corruption dans l'Autorité palestinienne et de ses échecs dont la population palestinienne souffrait. C'est également en raison du passé et pour ne pas afficher de division face à Israël et aux États-Unis que les Palestiniens ne contestèrent jamais son autorité. Arafat n'avait aucune des qualités nécessaires à la direction d'un État moderne. Il n'avait pas la force de s'attaquer aux terroristes mais, malheureusement, ses successeurs sont encore moins forts car ils ne peuvent pas s'appuyer sur le passé. On va probablement voir émerger une coalition autour du Fatah pour lui succéder, mais elle ne durera pas et le **Hamas** et Israël travailleront de concert pour la détruire. Pour éviter une catastrophique prise de Gaza par le Hamas, il faut une force internationale d'interposition et un engagement de **George W. Bush** en faveur de l'évacuation de la Cisjordanie par Israël. Les deux camps ont intérêt à faire la paix, mais je pense qu'il faudra une nouvelle génération de dirigeants des deux côtés pour y parvenir. Il faudra également un engagement états-unien similaire à celui de Dayton pour la Bosnie.

Jimmy Carter



Le pasteur baptiste Jimmy Carter est ancien président des États-Unis (1977-1981). Il a reçu le prix Nobel de la paix 2002 et préside le Carter Center à Atlanta.

« Organiser un vote pour la paix »

Source : New York Times

Référence : « Casting a Vote for Peace, par Jimmy Carter, *New York Times*, 12 novembre 2004.

Pendant plus de 40 ans, **Yasser Arafat** a été le dirigeant incontesté de la communauté palestinienne fragmentée, et il en a même été le seul dénominateur commun. Cette situation rendait toute discussion difficile avec lui car il évitait toute décision qui pourrait provoquer une rébellion d'une portion de la société palestinienne qui l'acceptait comme porte-parole. Dans le même temps, ces relais politiques lui permettaient d'énoncer clairement ce qui faisait consensus chez les Palestiniens.

Quand le Premier ministre Rabin lui a donné une chance en 1993, Arafat a répondu favorablement en signant les accords d'Oslo, un processus brisé par l'assassinat de Rabin. M. Arafat rejettera plus tard les propositions d'**Ehud Barak** et **Bill Clinton**, mais les discussions menées lors des négociations débouchèrent sur l'initiative de Genève alors que les efforts de paix étaient abandonnés par **George W. Bush** et **Ariel Sharon** qui décidèrent d'exclure Arafat de toute négociation.

Cela fut le début d'un affaiblissement physique et politique dont profitèrent les factions armées tandis qu'Arafat et Sharon affaiblissaient Mahmoud Abbas qui devait négocier avec Israël. Aujourd'hui, il est urgent que les Palestiniens puissent organiser des élections pour choisir une nouvelle direction.

Afif Safieh



Afif Safieh est le délégué général palestinien au Royaume-Uni. Il est membre du conseil d'administration de l'université Bethléem, une université financée par le Vatican.

« Notre De Gaulle palestinien »

Source : The Guardian

Référence : « Our own Palestinian De Gaulle », par Afif Safieh, *The Guardian*, 12 novembre 2004.

Tout au long de sa carrière politique, **Yasser Arafat** a été l'objet de campagnes d'assassinats pour éliminer non pas ce qu'il était, mais ce qu'il représentait : le peuple palestinien. Pour moi, il est le De Gaulle palestinien, celui qui a été l'architecte du renouveau du mouvement national.

Dans les années 70, son discours était la construction d'une Palestine pluri-culturelle où tous seraient égaux, mais après 1973 et la guerre du Kippour, il comprit que la violence était inutile et qu'il fallait négocier pour parvenir à la création de deux États séparés. Il devint donc le chef de file des pragmatiques. Au début des années 80, nous fûmes reconnus par l'Union européenne, mais en même temps nous étions obligés de quitter le Liban suite à la rupture du cessez-

le-feu par **Ariel Sharon**.

La dernière fois que je l'ai vu, le 20 octobre, il était très malade, mais il m'a demandé quelles étaient les chances d'une initiative britannique après les élections états-uniennes en faveur d'une relance du processus de paix. Il m'a demandé de rester proche du gouvernement de **Tony Blair**.

Nous avons aujourd'hui, une opportunité de relancer la paix. Pas à cause de la mort d'Arafat, mais à cause de la réélection de **George W. Bush**. Peut-être voudra-t-il rentrer dans l'Histoire et pacifier la région.

Ali Kazak



Ali Kazak dirige la délégation palestinienne en Australie et en Nouvelle-Zélande et est ambassadeur palestinien à Vanuatu et au Timor oriental.

« L'occupation, pas Arafat, a empêché la paix »

Source : Khaleej Times

Référence : « Occupation, not Arafat, obstructs peace », par Ali Kazak, *Khaleej Times*, 11 novembre 2004.

Beaucoup a été dit et sera encore dit à propos de **Yasser Arafat**, mais le fait demeure qu'il reste une légende vivante pour son peuple car il est le père de la nation palestinienne. Le président Arafat est arrivé à la tête de la direction palestinienne via des élections démocratiques. Il a offert plusieurs fois sa démission, mais les Palestiniens l'ont toujours refusée. Difficile dans ces conditions de le présenter comme un dictateur. Lors des négociations secrètes d'Oslo, Arafat avait exigé l'organisation de deux élections en Palestine : une pour le président et une pour le Parlement. Arafat a toujours protégé la liberté d'expression de ses opposants.

En dépit de ces faits, le gouvernement du général **Ariel Sharon** n'a cessé d'affirmer qu'il n'y avait pas de partenaire pour faire la paix et qu'Arafat avait rejeté une proposition généreuse à Camp David. Il faut pourtant se souvenir que c'est Arafat qui, en 1968, a fait une proposition de paix basée sur la solution des deux États après qu'Israël avait rejeté une offre de création d'un État binational. Ce fut la base des négociations d'Oslo, mais le processus a été arrêté par l'assassinat de Rabin par des extrémistes israéliens, les mêmes qui ont élu Sharon, un homme qui a toujours été opposé à la paix. En ce qui concerne « l'offre généreuse » qu'aurait rejetée Arafat à Camp David, il s'agissait d'une offre laissant de nombreuses colonies, des implantations autour de Jerusalem Est et faisant de la Palestine un État à souveraineté limitée. Cette proposition était inacceptable pour les Palestiniens, et Arafat, représentant des Palestiniens, ne pouvait donc pas l'accepter.

Le vrai obstacle à la paix n'était pas Arafat, mais l'occupation israélienne. Les États-Unis doivent prendre leur responsabilité et abolir le régime d'apartheid.